

RAPPORT 2016 SUR LA LIBERTÉ RELIGIEUSE INTERNATIONALE EN CÔTE D'IVOIRE

Résumé analytique

La constitution de 2016 continue de prévoir la liberté de religion et de culte pour tous, conforme à la loi et à l'ordre, et proscrit la discrimination religieuse en matière d'emploi. Elle souligne que la tolérance religieuse est essentielle à l'unité de la nation, à la réconciliation nationale et à la cohésion sociale. Elle interdit tout propos qui encourage la haine religieuse. Le gouvernement a refusé l'enregistrement de certaines communautés religieuses qui auraient fourni de faux documents pour leur demande d'enregistrement. Comme dans les années précédentes, le gouvernement a organisé et financé les pèlerinages du Hadj pour les musulmans et les pèlerinages en France et en Israël pour les chrétiens. Le gouvernement a continué d'associer les chefs religieux musulmans et catholiques aux efforts de réconciliation politique. Le Bureau de la Commission Électorale Indépendante (CEI) a prévu des postes pour les chefs religieux musulmans et chrétiens.

Le 13 mars, un groupe de six assaillants a tué 22 personnes et blessé 33 à Grand-Bassam. Les terroristes auraient crié « Allahu Akbar ». Plusieurs chefs religieux ont condamné l'attaque et encouragé des relations pacifiques entre toutes les communautés religieuses. Le Président et la Première Dame ont assisté à une cérémonie interconfessionnelle pendant la journée de deuil national en mémoire des personnes tuées pendant l'attaque terroriste. Au cours de cette cérémonie, un imam et un prêtre ont tous deux dit des prières et un prêtre traditionnel a fait une offrande.

Des représentants de l'Ambassade des États-Unis ont échangé sur l'importance de la tolérance religieuse avec des personnalités politiques du gouvernement et de l'opposition. L'Ambassadeur des États-Unis ainsi que des représentants de l'Ambassade ont rencontré des chefs et des groupes religieux tout au long de l'année pour parler du rôle que ceux-ci pourraient jouer dans la préservation d'un climat de tolérance et de liberté religieuse. L'Ambassade a organisé une interview radiophonique d'une heure, qui a été diffusé au niveau national, avec un musulman

américain qui a abordé les valeurs de la tolérance et de la diversité religieuses. En avril, l'Ambassade a organisé un séminaire sur la lutte contre l'extrémisme violent qui a réuni des chefs religieux, des responsables du gouvernement et de la sécurité, des leaders de la société civile, des universitaires, ainsi que les médias. L'un des panels a souligné la coexistence pacifique entre les religions du pays.

Section I. Démographie religieuse

Le gouvernement américain estime la population totale à 23,7 millions (estimation de juillet 2016). Selon le tout dernier recensement réalisé en 2014, 42 % de la population sont des musulmans, 34 % des chrétiens et 4 % sont des adeptes des croyances religieuses traditionnelles. Plusieurs chrétiens et musulmans pratiquent également certains aspects des croyances religieuses traditionnelles.

Traditionnellement, le nord est associé à l'Islam et le sud au Christianisme, bien que les fidèles des deux groupes religieux vivent sur l'ensemble du territoire ivoirien.

Les communautés chrétiennes incluent les Catholiques romains, les Témoins de Jéhovah, les Adventistes du Septième Jour, les Presbytériens, les Harristes, les membres de l'Église du Christ des Saints des Derniers Jours (les Mormons), les Baptistes du sud, les Coptes, les adhérents du Christianisme céleste et les membres des Assemblées de Dieu. Les groupes musulmans incluent les Sunnites, les Chiites et les Ahmadis. D'autres communautés religieuses incluent les Bouddhistes, les Bahaïs, les Rastafaris, les adeptes du Mouvement International pour la Conscience de Krishna et les Bossonistes qui suivent les traditions du groupe ethnique Akan.

Section II. Statut du respect de la liberté religieuse par le gouvernement

Cadre juridique

La nouvelle constitution adoptée au cours de l'année continue de stipuler que l'État est laïc, respecte toutes les croyances et traite tous les individus équitablement en vertu de la loi, sans distinction de religion. Elle proscrit la discrimination religieuse dans l'emploi public et privé et prévoit la liberté de conscience, de religion et de culte conformément à la loi, les droits d'autrui, la sécurité nationale et l'ordre public. Elle interdit la « propagande » qui encourage la haine religieuse. Elle

reconnait le droit d'asile politique dans le pays aux individus victimes de persécutions pour des raisons religieuses.

La Direction des Cultes du Ministère de l'intérieur est chargée de promouvoir le dialogue entre les communautés religieuses et entre le gouvernement et les communautés religieuses, d'apporter un soutien administratif aux groupes désirant s'installer, de suivre les activités religieuses, de gérer les pèlerinages organisés avec le soutien de l'État et d'enregistrer les nouveaux groupes religieux.

La loi requiert à toute communauté religieuse de se faire enregistrer auprès du gouvernement. Les communautés religieuses doivent soumettre une demande à la Direction des Cultes. La demande doit comprendre les statuts et règlement intérieur de la communauté, les noms des membres fondateurs et des membres du conseil d'administration, la date de création et le procès-verbal de l'assemblée générale. La Direction des Cultes mènera son enquête sur l'organisation pour s'assurer que celle-ci n'a pas en son sein des membres ou n'a pas d'objectifs subversifs du point de vue politique. La loi ne prescrit pas de sanctions pour les communautés qui ne se font pas enregistrer, mais celles qui le font peuvent bénéficier du soutien du gouvernement. Par exemple, le gouvernement accorde aux communautés enregistrées qui en font la demande un accès libre à la chaîne de télévision et de radio d'État pour les émissions religieuses. Les communautés religieuses enregistrées sont exemptées de taxes d'importation sur les objets de dévotion tels que les livres religieux et articles religieux tels que les rosaires.

L'éducation religieuse n'est pas inscrite aux programmes des écoles publiques, mais elle l'est dans les programmes des écoles privées confessionnelles.

Pratiques gouvernementales

Le gouvernement a refusé d'enregistrer certaines communautés religieuses du fait de querelles internes au niveau des dites communautés et de l'utilisation de faux documents dans la soumission de leurs demandes, selon un responsable de la Direction des Cultes. Plus spécifiquement, ce responsable a affirmé que la Direction a reçu les procès-verbaux des assemblées constitutives de certaines communautés religieuses qui se sont avérés être frauduleux et ne reflétaient pas l'organisation pour laquelle ils avaient été envoyés.

Le gouvernement a continué de financer et d'organiser les pèlerinages du Hadj pour les musulmans et les pèlerinages en France et en Israël pour les chrétiens, ainsi que les pèlerinages locaux pour les membres des églises africaines indépendantes.

Le gouvernement a associé les principaux chefs religieux musulmans, catholiques, et d'autres communautés chrétiennes dans les efforts de réconciliation politique et sociale. Un évêque catholique et un imam ont occupé les fonctions de vice-présidents de la Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation, et ultérieurement, de la Commission Nationale pour la Réconciliation et l'Indemnisation des Victimes de la Crise Ivoirienne. L'Église catholique et la Communauté musulmane avaient toutes les deux des représentants en qualité de commissaires à la Commission Électorale Indépendante (CEI).

Section III. Statut du respect de la liberté religieuse dans la société

Le 13 mars, un groupe de six assaillants a tué 22 personnes et blessé 33 à Grand-Bassam. Les terroristes auraient crié « Allahu Akbar » durant l'attaque ; cette attaque a été revendiquée par Al- Qaeda au Maghreb Islamique et Al-Mourabitoun. Plusieurs chefs religieux se sont prononcés sur la question. Le Conseil Supérieur des Imams a exprimé sa profonde tristesse après l'attaque « horrible » et dénoncé les « méthodes barbares » des extrémistes. Les membres de la Communauté de la Mission Islamique Ahmadiyya ont dénoncé publiquement cette attaque comme un « acte odieux » après que les informations diffusées dans les médias ont indiqué que les prospectus distribués pendant le jour de l'attaque étaient liés à leur communauté. L'Église catholique a appelé à une « coexistence pacifique » entre les citoyens.

Le Forum national des confessions religieuses a tenu une conférence sur la paix une semaine après l'attaque, avec la participation des chefs religieux musulmans, catholiques, protestants, bouddhistes et de l'Adventiste du septième jour. Un porte-parole et membre du Conseil National Islamique a affirmé lors de la conférence qu'« aucune religion ne doit conduire un individu à tuer ses semblables ».

Dans le cadre de la journée de deuil national en mémoire des personnes tuées lors de l'attaque terroriste de Grand-Bassam, observée une semaine après l'attaque, le gouvernement a organisé une cérémonie publique interconfessionnelle à laquelle le

président et la première dame ont pris part. Au cours de cette cérémonie, un prêtre et un imam ont dit des prières, et un prêtre traditionnel a fait une offrande.

Section IV. La politique du gouvernement américain

Des représentants de l’Ambassade des États-Unis ont fréquemment échangé sur l’importance de la tolérance religieuse avec des personnalités politiques du gouvernement et de l’opposition. En janvier, l’ambassadeur a organisé le déjeuner-prière Martin Luther King qui a réuni des responsables gouvernementaux du Ministère de la Communication et du Ministère de l’Intégration Régionale et environ 40 chefs religieux pour parler du rôle de la tolérance religieuse dans la promotion de la réconciliation et de la non-violence. En mai, l’Ambassadeur a rendu une visite au maire de Grand-Bassam pour le remercier de son soutien pendant le jour de l’attaque, déposer une gerbe de fleurs en mémoire des victimes et souligner la nécessité de la tolérance religieuse.

L’Ambassadeur des États-Unis ainsi que des représentants de l’Ambassade ont rencontré des chefs religieux et des leaders de la société civile afin d’échanger sur la liberté religieuse, la tolérance et la réconciliation. En mars, l’Ambassade a organisé une vidéo conférence entre un ancien diplomate américain et des responsables religieux pour parler de liberté religieuse et de tolérance ainsi que du rôle important que les chefs religieux jouent dans la prévention de la radicalisation des jeunes. L’Ambassade a fourni une assistance technique et financière à une plateforme d’organisations de la société civile pour l’observation des élections, qui comprenait un conseil multiconfessionnel des chefs religieux pour représenter la perspective des religieux dans le discours politique. Durant le referendum constitutionnel d’octobre et les élections législatives de décembre, la plateforme a fait la promotion d’un discours responsable et incité les chefs religieux à encourager la paix.

Dans le cadre d’un accord entre la Voix de l’Amérique (VOA) et la Radio Al-Bayane, l’émission « Dialogue des religions » en langue française continue d’atteindre des millions d’auditeurs à travers le pays, avec une diffusion hebdomadaire sur les antennes de la radio islamique. Le « Dialogue des religions » est une émission interactive avec un animateur et des invités – souvent des érudits religieux ou des journalistes – qui discutent des questions religieuses évoquées

dans les médias et répondent aux questions des auditeurs sur différents aspects de la religion. L'Ambassade a lancé une émission radiophonique intitulée « Hello, America ! » en partenariat avec la Radio Al-Bayane. La première édition du programme en octobre a diffusé une interview avec un fonctionnaire américain qui est musulman et qui a parlé des valeurs de la tolérance et de la diversité religieuses.

Le 14 avril, l'ambassade a organisé un séminaire sur la lutte contre l'extrémisme violent dans le pays, qui a réuni des chefs religieux, des responsables du gouvernement et de la sécurité, des leaders de la société civile, des universitaires, ainsi que les médias. L'un des panels a souligné la coexistence pacifique entre les religions du pays.